



Le très honorable Marc Carney, Premier ministre du Canada
L'honorable Anita Anand, Ministre des Affaires étrangères
L'honorable Randeep Sarai, Secrétaire d'État (Développement international)

20 février 2026

**Objet : LE CANADA DOIT REJETER LES MESURES ÉTATS-UNIENNES COERCITIVES ET ILLÉGALES
RESTREIGNANT LES LIVRAISONS DE PÉTROLE À CUBA ET ACCÉLÉRER L'AIDE HUMANITAIRE**

Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre, Monsieur le secrétaire d'État,

Le Groupe d'Orientation Politique dans les Amériques (GOPA) et Common Frontiers, deux coalitions regroupant des dizaines d'organisations respectées et reconnues de la société civile canadienne, sont profondément préoccupés par les impacts d'un décret états-unien imposant un blocus pétrolier contre Cuba sur les droits humains dans ce pays. Nous demandons au Canada de rejeter immédiatement cette mesure coercitive dangereuse et incompatible avec les principes de souveraineté, de non-intervention et d'autodétermination qui sont essentiels à un ordre international démocratique, équitable et pacifique.

Il y a un mois, nos coalitions [ont demandé au gouvernement canadien](#) de condamner sans équivoque les attaques et les menaces d'intervention des États-Unis envers le Venezuela, la Colombie, le Mexique et Cuba, lesquelles constituent des violations de la Charte des Nations Unies et des normes internationales établies. Nous avons sonné l'alarme au sujet des ramifications d'une politique de sécurité états-unienne promettant de « réaffirmer et d'appliquer la doctrine Monroe », une doctrine utilisée par le passé pour justifier des interventions brutales en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En octobre 2025, les [États membres des Nations Unies ont voté à l'Assemblée générale, pour une 33e fois consécutive, en faveur de la levée de l'embargo états-unien contre Cuba](#), qui dure depuis des décennies et a engendré de graves pénuries et une précarité immense pour le peuple cubain. La situation a atteint des proportions critiques suite à la signature [par le président Trump, le 29 janvier](#) dernier, d'un décret autorisant l'imposition de droits de douane visant tout pays fournissant directement ou indirectement du pétrole à Cuba.

[Les experts des droits de l'homme des Nations Unies ont déclaré qu'« il n'existe, en vertu du droit international, aucun droit d'imposer des sanctions économiques à des États tiers pour s'être livré à des échanges commerciaux légaux avec un autre État souverain » \[traduction\]](#). Les experts de l'ONU concluent que l'imposition d'un blocus pétrolier contre Cuba constitue [« une sérieuse violation du droit international et une grave menace pour un ordre international démocratique et équitable » \[traduction\]](#).

Les organisations membres du Groupe d'Orientation Politique dans les Amériques et de Common Frontiers coopèrent depuis longtemps avec les organisations de la société civile cubaine et sont informées par celles-ci des conséquences de l'interruption de l'approvisionnement en pétrole dans le pays. Cuba est fortement dépendante des importations de carburant pour le fonctionnement de ses services essentiels, notamment la production d'électricité, les hôpitaux, les services de santé, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, les transports publics, ainsi que la production et la distribution alimentaires. De plus, Cuba connaît une crise socio-économique qui va en s'aggravant en raison de l'embargo financier et commercial imposé par les États-Unis depuis 60 ans et des impacts de la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes. Les mesures unilatérales de coercition économique et politique prises par les États-Unis visent à accroître délibérément les souffrances du peuple cubain afin de forcer un changement de régime. **Nous condamnons fermement ces mesures et nous sommes horrifiés par la punition collective infligée à la population civile dont nous sommes témoins.**

Afin de rendre compte de la gravité de la situation sur le terrain, le secrétaire général du Syndicat provincial des travailleurs de l'administration publique de La Havane nous a fait parvenir le message suivant : « Nos membres subissent de plein fouet les effets des mesures prises pour empêcher la livraison de carburant dans le pays. Par exemple, nos services municipaux ont été touchés; il s'agit de services essentiels pour la population, comme la collecte des ordures ménagères. Sans carburant, nous n'avons aucun moyen de ramasser les déchets. La population, ainsi que les employés municipaux, faisons [sic] tout en notre pouvoir pour éviter des conséquences telles qu'une épidémie ou la propagation de maladies. Nous n'abandonnerons pas. » [traduction]

[Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a sonné l'alarme quant à d'autres conséquences](#) et a réitéré son appel à « lever les sanctions sectorielles unilatérales, compte tenu de leur répercussions importantes et indiscriminées sur la population » [traduction]. Comme l'a relaté le Haut-Commissaire, les unités de soins intensifs, les services d'urgence et les services d'ambulance sont compromis, tout comme la production, la livraison et le stockage des vaccins, des produits sanguins et d'autres médicaments sensibles à la température. Les coupures d'électricité fragilisent l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. La pénurie de carburant a également perturbé le système de rationnement, le panier alimentaire de base réglementé et les réseaux de protection sociale, notamment les cantines scolaires, les maternités et les maisons de retraite. Les groupes vulnérables sont touchés de manière disproportionnée. Le droit à la vie et la possibilité de jouir de nombreux autres droits sont menacés.

Nos coalitions sont encouragées par l'historique hautement respecté du Canada en matière de politique étrangère indépendante à l'égard de Cuba ainsi que par ses relations diplomatiques ininterrompues avec ce pays depuis 1945. Notamment, la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères*, une loi canadienne, protège la souveraineté et les intérêts commerciaux du Canada contre les tentatives d'imposition de lois et de politiques états-uniennes au Canada. Nous saluons également le soutien apporté par le Canada aux efforts multilatéraux visant à mettre fin à l'embargo économique injustifié des États-Unis contre Cuba, notamment par ses votes répétés en faveur de résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant celui-ci. **Nous demandons que cette position de principe soit maintenue et renforcée.**

Sans délai, nous exhortons le gouvernement du Canada à :

1. **Condamner publiquement et sans équivoque l'embargo commercial états-unien contre Cuba**, y compris les mesures coercitives annoncées par l'administration Trump qui menacent l'accès aux produits de première nécessité, notamment la nourriture, les médicaments et le carburant;
2. **Réaffirmer l'engagement du Canada envers la Charte des Nations Unies, le droit international et les obligations en matière de droits humains que le Canada a volontairement contractées**, notamment le respect de la souveraineté, de l'autodétermination et des droits à l'alimentation, à la santé et au bien-être;
3. **Renforcer la coopération bilatérale avec Cuba à des fins humanitaires**, notamment en fournissant une aide directe du Canada afin de soulager les souffrances de la population civile;
4. **Collaborer avec les alliés régionaux, notamment à l'ONU et au sein d'autres instances multilatérales, afin de mettre fin au blocus pétrolier et aux autres mesures économiques punitives contre Cuba** et d'élargir l'accès à l'aide humanitaire;
5. **Rejeter toute menace d'intervention ou de coercition contre les pays des Amériques** et promouvoir la paix, la diplomatie, le dialogue et la stabilité régionale, conformément aux valeurs déclarées du Canada et à ses obligations internationales.

Nous apprécions l'occasion de discuter de nos recommandations et soulignons que bien les besoins en matière d'aide humanitaire soient urgents, l'accès au carburant et le respect de la souveraineté demeurent indispensables.

Recevez, Monsieur le Premier Ministre, Madame la Ministre, Monsieur le secrétaire d'État, nos sincères salutations.

Comité aviseur du Groupe d'Orientation Politique dans les Amériques (GOPA)
Comité aviseur de Common Frontiers

***Le Groupe d'orientation politique dans les Amériques (GOPA)** est un réseau national d'organisations de la société civile canadienne qui œuvrent pour les droits humains et la justice sociale et environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il rassemble des ONG internationales de développement et humanitaires, des organisations de défense des droits humains, des syndicats, des groupes confessionnels et de solidarité, ainsi que des instituts de recherche.*

***Common Frontiers** est une coalition nationale composée d'organisations syndicales, environnementales, confessionnelles et de justice sociale axées sur les Amériques. Nous amplifions les luttes d'organisations et de communautés avec lesquelles nos membres entretiennent des relations de longue date dans toute la région et qui œuvrent pour la défense de la démocratie, des droits humains, des droits du travail, des services publics de qualité et de l'environnement.*